

Tendances conjoncturelles

4^e trimestre 2018

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Climat des affaires sous tension avec néanmoins des signaux positifs

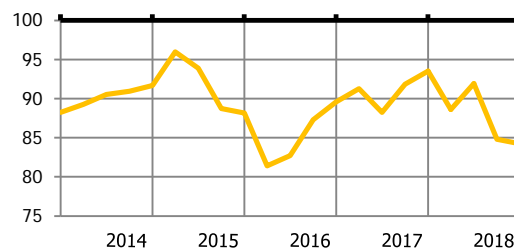
L'indicateur du climat des affaires (ICA), qui résume l'opinion des entrepreneurs calédoniens sur la conjoncture locale, diminue légèrement au 4^e trimestre 2018 après une chute notable au trimestre précédent (-6,5 pts). Il s'établit désormais à 84,2, bien en dessous de sa moyenne de longue période et proche de son plus bas niveau atteint en 2016 à 81,4.

La baisse de confiance du dernier semestre 2018 est naturellement à rapprocher des caractéristiques tout à fait particulières de cette période sur le plan institutionnel (référendum), mais aussi économique (difficultés de la SLN, baisse du cours du nickel, mise en place de la TGC).

De manière plus précise pour ce dernier trimestre 2018, les soldes d'opinion portant sur l'activité (production, emploi, carnet de commandes) se sont plutôt redressés. En revanche, ceux qui portent sur la gestion financière de l'entreprise (trésorerie, prix, délais de paiement, gestion des stocks) ont eu tendance à se dégrader. Les difficultés gestionnaires dues à la mise en place de la TGC, et aux mesures de contrôle associées, ont sans doute joué un rôle dans le bas niveau du climat des affaires de ce 4^e trimestre.

La composante future de l'ICA, c'est-à-dire la synthèse des réponses portant sur le trimestre à venir, esquisse une possible normalisation de l'environnement conjoncturel en début 2019, si elle se confirme les prochains trimestres. Cet espoir d'amélioration, sur des niveaux dégradés, est également alimenté par des signaux assez positifs de plusieurs indicateurs macroéconomiques, tels que les exportations, au plus haut, le marché du crédit dynamique sur ce trimestre et un investissement global résistant. En revanche, les indicateurs sectoriels sont peu favorables avec une confiance en berne dans le secteur du BTP, des inquiétudes importantes sur le secteur du nickel et de manière plus nuancée des résultats mitigés sur le secteur tourisme.

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100=moyenne de longue période)



Source : enquête trimestrielle de conjoncture de l'EOM

T
E
N
D
A
N
C
E
S

LA CROISSANCE DE LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE BÉNÉFICIE DE LA VIGUEUR DE LA DEMANDE INTÉRIEURE

Sur le dernier trimestre 2018, les tensions commerciales ont de nouveau pesé sur la croissance du commerce mondial. Néanmoins, la croissance en Asie-Pacifique est restée bien orientée grâce au dynamisme de la demande intérieure.

L'annonce d'une « trêve » de 90 jours entre les États-Unis et la Chine concernant les augmentations de droits de douane, et la réduction annoncée des droits chinois sur les importations de voitures américaines sont des mesures susceptibles de désamorcer les tensions commerciales au début de 2019.

La croissance économique **chinoise** ralentit sur l'année (6,6 % en 2018 contre 6,9 % en 2017), en raison d'un essoufflement de la consommation privée et de l'aggravation du différend commercial avec les États-Unis. Afin de relancer l'activité économique, la PBOC, the People's Bank of China Banque centrale de Chine, a assoupli ses conditions de refinancement en réduisant le taux des réserves obligatoires. Les autorités chinoises ont également appliqué des mesures de relance budgétaire sous la forme d'une reprise des investissements publics.

Sur l'année 2018, la **Nouvelle-Zélande** enregistre un déficit commercial très élevé, 5,9 milliards de dollars, le plus important depuis 2007. La progression des importations (+12 %, en glissement annuel), en partie imputable à la hausse du cours du pétrole, n'a pas pu être totalement compensée par la hausse des exportations (+7,2 %). La souplesse de la politique monétaire et l'excédent budgétaire en fin de période devraient soutenir l'activité économique future.

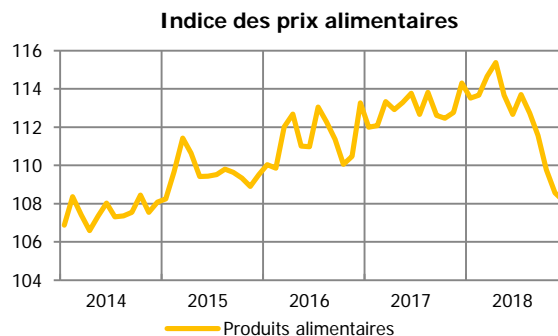
Le RBA, Banque Centrale d'**Australie**, prévoit une hausse de 3,5 % de la croissance en 2018, soutenue par l'investissement privé et public ainsi que des termes de l'échange favorables. Toutefois, la lenteur de la progression des salaires, le niveau élevé de l'endettement des ménages et la hausse des prix sur le marché immobilier pèsent sur la consommation privée.

Par ailleurs, **le tourisme**, ressource majeure à l'exportation des îles du Pacifique, progresse. En 2018, les aéroports de Tahiti et de Fidji ont accueilli respectivement 7,9 % et 3,3 % de passagers supplémentaires. Les Hawaïens ont, quant à eux, reçu plus de 7,4 millions de visiteurs sur les trois premiers trimestres de l'année, soit une progression de 6,7 % en glissement annuel.

Sources : FMI, Statistics New Zealand, Australian Bureau Of Statistics, Reserve Bank Of Australia, Reserve Bank Of New Zealand, People's Bank of China.

Des prix alimentaires à la baisse

La mise en place de la TGC a provoqué des mouvements importants sur les prix. Le plus notable est la baisse des produits alimentaires en fin d'année : -2,2 % sur 3 mois et -4,2 % sur 12 mois. Cette baisse est cependant compensée par les évolutions des autres produits et notamment des boissons alcoolisées (+7,4 % sur 3 mois) pour aboutir à une inflation hors tabac modérée (+0,7 % sur 3 mois, +0,8 % sur 12 mois). En revanche, le tabac a connu une forte augmentation, supérieure à 20 %, en octobre et pèse sur l'indice de prix global qui progresse de 1,2 % sur 3 mois et 1,8 % sur 12 mois.

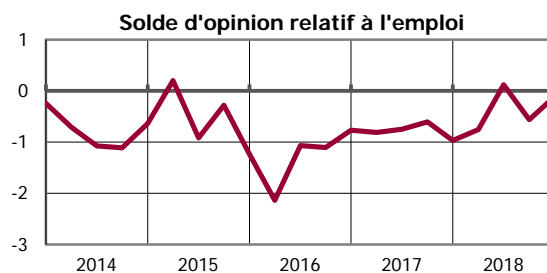


Source : ISEE

Redressement du solde d'opinion sur l'emploi

Au 4^e trimestre 2018, le solde d'opinion portant sur l'emploi se redresse par rapport au trimestre précédent (+0,4 point). Les chefs d'entreprise répondant à l'enquête de conjoncture font état d'une moindre dégradation de leurs effectifs, après avoir été particulièrement nombreux au 3^e trimestre à déclarer des effectifs en baisse.

Par ailleurs, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de trimestre augmente de 3,0 % CVS (-4,8 % par rapport à fin 2017). En parallèle, 1 945 nouvelles offres d'emplois ont été déposées auprès des services de placement au 4^e trimestre 2018, soit une progression de 7,2 % sur 3 mois.



Source : enquête de conjoncture de l'IEOM. CVS

Une consommation peu dynamique

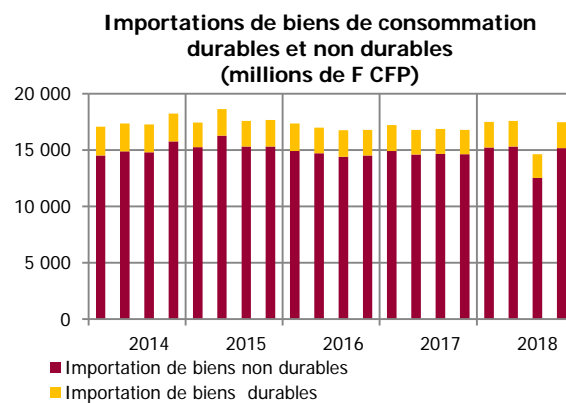
Les importations de biens de consommation reviennent au 4^e trimestre à un niveau comparable à celui des deux premiers trimestres de l'année. Elles sont en forte augmentation par rapport au 3^e trimestre, marqué par un phénomène de déstockage avant mise en place de la TGC, mais ne compensent pas totalement la chute du troisième trimestre, les entreprises n'ayant pu être pas entièrement reconstitué leurs stocks.

Les immatriculations de voitures particulières neuves continuent de faiblir, ce qui prolonge la tendance négative entamée depuis le début d'année.

Ces indices peu encourageants sont confirmés par les soldes d'opinion des entreprises du secteur commerce stables par rapport à un troisième trimestre qui était peu favorable.

Cependant, la croissance des encours des crédits à la consommation s'accélère légèrement ce trimestre : +0,6 %, soit +2,7 % en glissement annuel (contre +0,5 % au 4^e trimestre 2017, qui avait marqué un arrêt de la contraction des encours observée depuis fin 2013).

Autres éléments plus encourageants, les indicateurs de vulnérabilité financière des ménages (incidents de paiement, retrait de cartes bancaires, interdictions bancaires) sont tous orientés à la baisse sur le 4^e trimestre



Sources : Douanes, ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

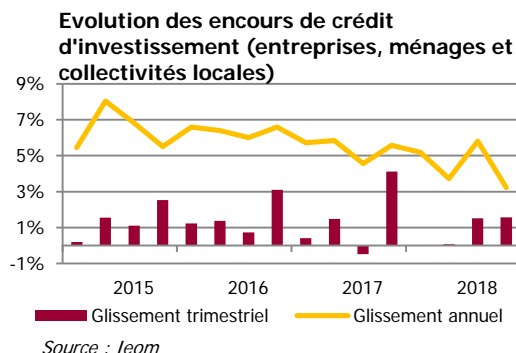
L'investissement résiste

Les importations de biens d'équipement (hors véhicules) enregistrent un bon trimestre à plus de 13 mds FCFP, en progression de 8,3% sur le trimestre précédent et en recul de « seulement » 11,0% par rapport au 4^e trimestre 2017, exceptionnel puisqu'il intégrait 4,4 milliards d'achats d'avions.

Ces chiffres positifs sont confirmés par la production locale de crédits bancaires à l'investissement (y compris construction) pour les entreprises de plus de 20 milliards.

Plus globalement les encours de crédit d'investissement (entreprises et collectivités locales) et immobiliers (entreprises et ménages) progressent de 1,6 % sur le trimestre, soit une tendance en rythme annuel qui reste favorable, mais s'affaiblit : +3,2 % fin 2018 contre un rythme supérieur à 5,0 % les années précédentes.

Le climat économique morose et incertain fait néanmoins que ces indicateurs positifs s'accompagnent de perspectives d'investissement peu favorables, plutôt stables, de la part des entreprises



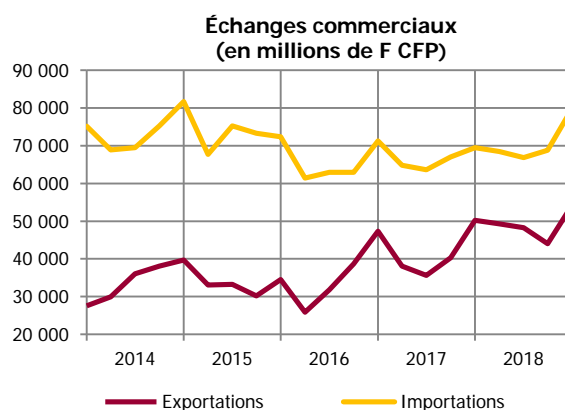
Source : leom

Des échanges commerciaux dynamiques

Les échanges commerciaux s'intensifient ce trimestre. Les **importations** affichent en effet une croissance de 10,2 % (+15,8 % sur un an) et atteignent un niveau particulièrement élevé. Cette hausse est tirée par les produits énergétiques qui progressent de 13,5 % par rapport au 3^e trimestre et de 61,4 % par rapport au 4^e trimestre 2017, en lien avec la remontée des cours du pétrole. La croissance soutenue des importations de ce trimestre s'explique également par le rattrapage des biens de consommation durables et non durables après une baisse marquée au 3^e trimestre (déstockage au mois de septembre précédant la mise en place de la TGC).

Les **exportations** sont également en hausse ce trimestre avec une croissance de 14,6 % (8,4 % en glissement annuel), portée principalement par les exportations métallurgiques qui progressent de 28,4 % en valeur au 4^e trimestre et de 14,6 % sur un an.

L'augmentation des exportations (+6 465 millions de F CFP) ne compensant pas entièrement celle des importations (+6 970 millions de F CFP), le déficit commercial se creuse légèrement.



Source : Service des Douanes, ISEE

UNE CONJONCTURE MITIGÉE POUR LA PLUPART DES SECTEURS

Un secteur nickel de nouveau sous tension

L'amélioration des fondamentaux du marché du nickel, notamment des stocks qui n'ont cessé de fondre tout au long de l'année (-43,3 % sur un an) ainsi que les perspectives de développement de nouveaux marchés (véhicules électriques), ne s'est pas traduite par une hausse du cours moyen du nickel sur la fin d'année. Au contraire, au 4^e trimestre 2018, impacté par les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, il recule (-13,3 % sur trois mois), pour le deuxième trimestre consécutif.

Au-delà du caractère volatil des marchés internationaux, au plan local, le secteur métallurgique demeure en proie à des problèmes de compétitivité et de conflit social. Pour autant, l'activité des opérateurs calédoniens n'a jamais été aussi intense qu'en 2018, tant sur le plan de l'extraction minière que sur celui de la métallurgie dont la production annuelle atteint de nouveaux records en raison principalement de la montée en puissance de l'usine du Nord.

Au 4^e trimestre 2018, la **production minière** est stable sur trois mois, mais reste en augmentation sur un an (+5,0 %). Le volume d'exportations continue d'augmenter (+23,4 % sur un trimestre et +1,1 % sur un an). En dépit d'un prix moyen à la tonne humide en baisse (-4,3 % sur trois mois), les exportations en valeur progressent également (+18,1 % sur un trimestre et +2,4 % sur un an), bénéficiant de cet effet volume positif.

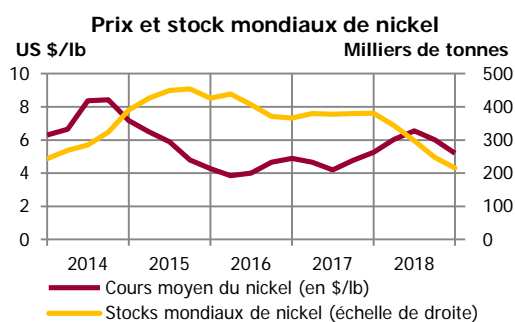
Dans le sillage de la hausse de l'extraction, la **production métallurgique** augmente en cette fin d'année (+4,7 % sur trois mois), mais accuse une légère baisse en glissement annuel (-1,3 %). Après une chute au 3^e trimestre, les exportations de produits du nickel rebondissent tant en volume (+19,4 % sur un trimestre et +6,4 % en glissement annuel), atteignant un nouveau point haut à plus de 31 000 tonnes de nickel contenu exportées, qu'en valeur (+28,4 % sur trois mois et +14,6 % sur un an).

Au 4^e trimestre 2018, la **production de cobalt** reste mal orientée (-31,4 % en glissement annuel). Le volume d'exportations se replie pour le 5^e trimestre consécutif (-25,5 % sur un an). Dans un contexte de hausse des stocks (+5,5 % sur un an, en raison d'une hausse de la production de la République démocratique du Congo) et donc de baisse des cours (-13,7 % sur un an), les exportations en valeur accusent également un recul important (-24,4 % sur un an).

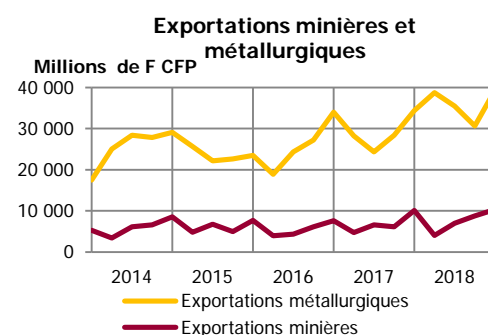
L'inquiétude perdue dans le BTP

Au 4^e trimestre 2018, la confiance des entrepreneurs du secteur reste en berne. Le solde d'opinion relatif à l'activité se dégrade de nouveau et atteint un niveau historiquement bas. Les perspectives pour le début d'année ne sont pas encourageantes, les professionnels anticipant une dégradation généralisée des fondamentaux de leur affaire : baisse des effectifs et de l'investissement, recul des prix, augmentation des charges, détérioration des délais de paiement et tension sur la trésorerie.

Pour le 2^e trimestre consécutif, les ventes de ciment (CVS) augmentent (+2,3 % par rapport au trimestre précédent), mais demeurent encore à un niveau relativement bas (-9,0 % en glissement annuel). Après une chute et l'atteinte d'un point bas au 3^e trimestre, les importations de plâtre rebondissent sur ce dernier trimestre 2018 (+117,1 %, CVS). L'index BT 21 recule légèrement sur trois mois (-0,4 %), mais reste en hausse en glissement annuel (+0,8 %).

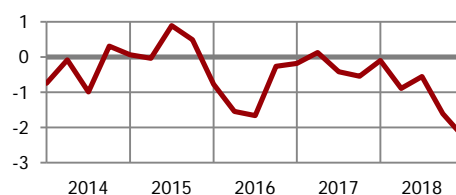


Source : LME



Source : DIMENC, désaisonnalisée par l'IEOM

Solde d'opinion relatif à l'activité du BTP



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM, CVS

Une fin d'année en demi-teinte pour le secteur touristique

Dans un contexte post référendaire, l'année 2018 se termine sur un trimestre en retrait pour les activités touristiques. Les professionnels du secteur sont plus nombreux à faire état d'une dégradation de leur activité (le solde d'opinion repasse sous sa moyenne de longue période), illustrée par un recul de la fréquentation (-4,5 % CVS par rapport au 3^e trimestre) et une baisse du nombre de croisiéristes et d'escales de paquebots (respectivement -2,6 % et -6,2 % CVS en glissement trimestriel).

En cumul annuel, comparativement à 2017, la fréquentation touristique stagne (-0,3 %) et l'activité de croisière baisse pour la seconde année consécutive (- 9,7 % sur le nombre de croisiériste et -9,2 % sur le nombre d'escales).

En revanche, les professionnels du secteur sont plutôt optimistes pour le début d'année 2019. Ils prévoient notamment une activité moins défavorable au 1^{er} trimestre ainsi qu'une progression de leurs investissements pour les 12 mois à venir.

Un secteur primaire à court de souffle

Au 4^e trimestre 2018, le volume débarqué par les palangriers recule de 25,3 % (CVS) par rapport au trimestre précédent, en raison de la baisse des rendements de pêche. En cumul annuel, 2018 est l'année la plus faible enregistrée depuis 10 ans. De la même manière, les exportations de thons retombent après le point haut enregistré au 3^e trimestre (-29,4 % CVS sur un trimestre). Si en annuel, le niveau des exportations est stable par rapport à 2017, à 408 tonnes, il demeure faible au regard des performances des 20 dernières années (840 tonnes en moyenne). Le secteur de la pêche est ainsi en recherche de nouveaux relais de croissance. À ce titre, dans le cadre du renouvellement et de la modernisation de sa flotte, un des armateurs de la place a reçu 2 nouveaux palangriers, représentant un investissement de près de 500 millions de F XFP.

La production de viande locale est plutôt moins bien orientée en cette fin d'année tant pour la filière bovine que la filière porcine (respectivement -2,3 % et -5,3 % CVS par rapport au trimestre précédent).

Pour la filière aquacole, l'année 2018 affiche des exportations en hausse par rapport à 2017 (+6,1 %), à 816 tonnes. Une campagne qui reste toutefois en deçà des attentes des professionnels du secteur et des performances passées (1 121 tonnes en moyenne sur les 20 dernières années).

Au 4^e trimestre 2018, l'opinion des entrepreneurs du secteur concernant l'activité s'améliore, mais demeure dégradée. Les soldes d'opinion relatifs à l'évolution des charges, des délais de paiement et de la trésorerie au niveau des prix sont également moins bien orientés ce trimestre.

LEGER RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE EN 2018

Selon l'édition de janvier 2019 des « perspectives de l'économie mondiale » du FMI, la croissance mondiale a très légèrement ralenti en 2018, à +3,7 % (après +3,8 % en 2017). Les prévisions de croissance pour 2019 et 2020 s'établissent à respectivement +3,5 % et +3,6 %, soit une révision à la baisse de 0,2 et 0,1 point de pourcentage par rapport aux dernières perspectives d'octobre. Les tensions commerciales continuent de s'accroître tandis que les conditions financières se sont resserrées depuis l'automne. Les risques d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord et d'un ralentissement plus prononcé que prévu en Chine constituent également des facteurs d'instabilité.

Après une année 2018 dynamique (+2,9 %), la croissance américaine devrait ralentir en 2019 (+2,5 %) puis encore davantage en 2020 (+1,8 %), en lien avec la fin des mesures de relance budgétaire. La fermeture de l'administration fédérale a suscité des inquiétudes qui ont pesé sur les marchés financiers. Sur le plan monétaire, la Réserve fédérale a relevé la fourchette cible du taux des fonds fédéraux à 2,25-2,5 % en décembre et prévoit un relèvement plus progressif des taux en 2019 et 2020.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,2 % au quatrième trimestre 2018, soit le même rythme qu'au trimestre précédent. L'inflation continue de fléchir en fin d'année 2018 pour s'établir à 1,6 % en décembre, tandis que le taux de chômage s'établit à 7,9 %, son niveau le plus faible depuis octobre 2008. Sur l'ensemble de l'année 2018, le PIB a augmenté de 1,8 %, après une hausse de 2,4 % en 2017. Ce ralentissement devrait se poursuivre en 2019 (+1,3 %) avant un léger rebond en 2020 (+1,6 %).

Selon l'Insee, la France a enregistré un essor du PIB de 0,3 % au quatrième trimestre 2018, une progression identique à celle du trimestre passé. Sur l'ensemble de l'année, l'activité a progressé de 1,5 % après 2,3 % en 2017. Ce ralentissement s'explique par un net fléchissement de l'investissement (+2,9 % après +4,7 %) et des exportations (+3,1 % après +4,7 % en 2017).

Au Japon, le PIB s'est accru de 0,9 % en 2018 après une hausse plus marquée en 2017 (+1,9 %). Cette décélération est principalement attribuable à une accumulation de catastrophes naturelles au cours de l'année. En 2019, la croissance devrait atteindre 1,1 % et serait stimulée par les effets du soutien budgétaire supplémentaire apporté à l'économie en 2018.

Enfin, la croissance demeure dynamique dans les pays émergents et en développement selon le FMI (+4,6 % en 2018 après +4,7 %). Pour 2019, les prévisions ont été revues à la baisse (+4,5 %), compte tenu notamment de contractions en Argentine et en Turquie et de la persistance des tensions commerciales mondiales qui pénalisent particulièrement les pays asiatiques.

Sources : FMI, Commission européenne, Eurostat, Insee, Banque centrale du Japon – données arrêtées à la date du 23 février 2019

Les annexes statistiques sont disponibles en téléchargement sur le site www.ieom.fr, dans la page Publications.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : Jean-David NAUDET – Responsable de la rédaction : Magali ARDOINO – Éditeur et imprimeur : IEOM
Achévé d'imprimer : mars 2019 – Dépôt légal : mars 2019 – ISSN 1968-6277